RÉSUMÉ DU PROJET PROTECT – LIDHO

Dans le but de promouvoir des élections crédibles et apaisées, de renforcer la protection des droits humains et de préserver l'espace civique en période électorale, la **Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO)**, en partenariat avec la **Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)**, le **Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH)** et la **Coalition Ivoirienne des Défenseurs des Droits Humains (CIDDH)**, a mis en œuvre le projet **« Renforcer l'espace civique et protéger les défenseur.es des droits humains en période électorale en Côte d'Ivoire (PROTECT) »**.

Mis en œuvre avec l'appui financier de l'**Union européenne**, le projet PROTECT visait à renforcer les capacités de protection, de résilience et d'action des défenseur.es des droits humains, particulièrement dans le contexte sensible des élections présidentielle et législatives de 2025. Chaque organisation membre du consortium était chargée de conduire des activités spécifiques et complémentaires, contribuant à un dispositif global de prévention des violations des droits humains et de consolidation de l'espace civique.

Dans ce cadre, la LIDHO a pris part à plusieurs activités conjointes du consortium, notamment :

- ✓ **Une formation sur la sécurité numérique et physique organisée par la CIDDH du 24 au 27 juin 2025 ;**

Du 24 au 27 juin 2025, la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO) a participé à une formation intensive en sécurité physique, personnelle et numérique à l'intention des défenseur.es des droits humains en Côte d'Ivoire.
L'activité s'est tenue à l'Hôtel La Rose Blanche et a été organisé par la CIDDH avec l'appui de la FIDH et de l'Union Européenne.

L'objectif de la formation était de renforcer les capacités des défenseur.es des droits humains afin qu'ils et elles puissent anticiper, prévenir et faire face aux menaces physiques et numériques, tout en poursuivant leurs actions de plaidoyer et de protection des droits humains dans un environnement plus sûr.

La formation a réuni 32 participant.es, dont 19 hommes et 13 femmes, occupant des fonctions variées au sein des organisations de la société civile : president.es, coordinateur.rices, chargé.es de programmes, chargé.es de mission et membres d'organisations engagées dans la défense des droits humains.

Les deux premières journées ont été consacrées à la sécurité physique et personnelle. Les participant.es ont été initié.es aux concepts clés de la gestion des risques,

notamment l'identification des menaces**,** vulnérabilités et capacités, à travers des exercices pratiques et des travaux de groupe.

Des simulations d'incidents de sécurité ont permis de comprendre l'importance d'une réaction rapide et coordonnée en cas de danger. Les échanges ont également porté sur l'élaboration de plans de sécurité individuels et organisationnels, intégrant les dimensions physique, juridique, émotionnelle et numérique.

Une attention particulière a été accordée aux groupes les plus exposés, notamment les femmes, les personnes LGBTQIA+ et les défenseur.es intervenant dans des contextes sensibles. La formation a aussi mis en lumière le lien étroit entre sécurité et bien-être psychologique, en abordant la gestion du stress et le phénomène du traumatisme vicariant**.**

Les deux dernières journées ont été dédiées à la sécurité numérique. Les participant.es ont été sensibilisé.es aux principaux risques en ligne (phishing, piratage, logiciels espions) et aux bonnes pratiques d'hygiène numérique.

Des outils concrets ont été présentés et installés, notamment pour la gestion sécurisée des mots de passe, le chiffrement des données, la protection des communications et la navigation sécurisée. Chaque participant.e a reçu un kit de survie numérique, comprenant des supports pratiques pour renforcer durablement sa sécurité numérique.

Les échanges ont permis de renforcer la vigilance collective et d'encourager l'adoption de réflexes numériques adaptés aux réalités du travail des défenseur.es des droits humains.

La formation s'est achevée par une remise officielle des certificats de participation, suivie d'un moment convivial et d'une photo de famille. Les organisateurs ont salué l'engagement des participant.es et les ont encourage.es à mettre en pratique les acquis dans leurs organisations respectives.

Aïda SERI, Chargée de programmes LIDHO et Raphael KOUAME, membre LIDHO

- ✓ **Une évaluation sécuritaire institutionnelle conduite par la FIDH le 23 juin 2025, ayant abouti à des recommandations opérationnelles visant à renforcer la sécurité du siège de la LIDHO ;**

Le 23 juin 2025, la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO) a accueilli, à son siège, une visite d'évaluation sécuritaire menée avec l'appui de l'Observatoire de la FIDH, dans le cadre du projet PROTECT, soutenu par l'Union européenne.

Cette visite avait pour objectif d'apprécier de manière globale le niveau de sécurité des locaux de la LIDHO, d'identifier les points forts et les axes d'amélioration, et de poser les bases d'un protocole de sécurité adapté aux réalités de l'organisation.

Les échanges, menés dans un esprit participatif, ont permis à l'équipe de la LIDHO et aux partenaires de partager leurs analyses sur la sécurité des personnes, des biens et des informations, ainsi que sur l'environnement immédiat du siège.

À l'issue de cette visite, des recommandations générales ont été formulées en vue de renforcer progressivement les dispositifs existants. Un rapport plus détaillé a été transmis par la FIDH afin d'accompagner la LIDHO dans l'amélioration continue de sa sécurité organisationnelle.

La rencontre s'est conclue dans une atmosphère conviviale, marquant une nouvelle étape de la collaboration entre la LIDHO et ses partenaires pour la protection des défenseur.es des droits humains.

(Pour les images, le président)

- ✓ **Deux formations en monitoring électoral organisées par le MIDH le 16 octobre 2025 et le 12 décembre 2025 en vue du suivi des élections présidentielle et législatives de 2025 ;**

Dans le cadre du suivi des élections présidentielle et législatives de 2025, le MIDH a organisé deux formations en monitoring électoral, avec l'appui de la FIDH, de la LIDHO et d'autres partenaires.

La première formation, tenue en présentiel à Abidjan le 16 octobre 2025, a permis de renforcer les capacités des participant.es sur les principes et outils du monitoring électoral, ainsi que sur la documentation des violations des droits humains en période électorale.

La seconde formation, organisée en ligne le 12 décembre 2025, visait à consolider les acquis avant les élections législatives et à recadrer certains aspects qui n'avaient pas été pleinement maîtrisés lors des sessions précédentes.

Il est important de souligner que des membres de la LIDHO ont activement pris part à ces formations. Issu.es des localités de Séguéla, Odienné, Korhogo et Man, ces participant.es ont été formé.es en vue d'être déployé.es comme agents de monitoring, contribuant ainsi au suivi et à la documentation des atteintes et violations des droits humains tout au long du cycle électoral.

À travers ces formations, le MIDH et ses partenaires réaffirment leur engagement commun à renforcer les capacités de la société civile et à promouvoir des élections transparentes, crédibles et respectueuses des droits humains en Côte d'Ivoire.

- ✓ **Une mission d'enquête internationale menée par la FIDH en décembre 2025**

Dans le cadre du projet PROTECT – Renforcer l'espace civique et protéger les défenseur.es des droits humains en période électorale en Côte d'Ivoire, une mission d'enquête s'est déroulée du 22 au 30 décembre 2025.

Cette mission avait pour objectif d'analyser l'évolution de l'espace civique, la situation des défenseur.es des droits humains et le climat électoral, à partir d'observations de terrain, de dispositifs de veille citoyenne et de monitoring numérique.

La mission a été conduite par le consultant Badié Hima, avec la participation de Hassatou Baminté de la FIDH, ainsi que des chargées de programmes des organisations membres du consortium PROTECT : la LIDHO, le MIDH et la CIDDH.

Au total, 20 organisations et institutions clés ont été rencontrées dans plusieurs localités, illustrant la diversité des acteurs engagés en faveur des droits humains, de la démocratie et de la gouvernance électorale. (Image visite à Indigo et à l'IDDH)

En complément des entretiens, la mission a assuré une observation du scrutin législatif du 27 décembre 2025 à Abidjan, couvrant notamment les communes de Cocody, Abobo,

Yopougon, Plateau et Port-Bouët. Cette observation a permis d'apprécier le déroulement du vote, l'environnement sécuritaire, l'accès des citoyen.nes au processus électoral et le respect des libertés fondamentales.

(Image point de départ pour observation devant le siège de la LIDHO / Image observation dans un centre de vote à Cocody)

La mission s'est également rendue dans les situation rooms du WANEP et du CNDH, afin d'analyser les mécanismes d'alerte précoce, de gestion des incidents électoraux et de coordination entre acteurs institutionnels et organisations de la société civile. (voir image visite situation room wanep)

Dans l'ensemble, cette mission a permis de recueillir des données qualitatives et factuelles essentielles sur l'état de l'espace civique et la protection des défenseur.es des droits humains en période électorale, contribuant ainsi au renforcement du plaidoyer et à l'orientation stratégique des actions du projet PROTECT.

Parallèlement, entre août et décembre 2025, la LIDHO a mis en œuvre un programme intensif d'éducation civique et de promotion des droits humains en période électorale à travers l'organisation de 13 ateliers de formation, répartis comme suit :

- ✓ **05 ateliers à l'intention des Centre Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC) à San Pedro, Man, Korhogo, Bouaké et Bondoukou ;**

Dans le cadre du projet PROTECT « Renforcer l'espace civique et protéger les défenseur.es des droits humains en période électorale en Côte d'Ivoire », cinq ateliers régionaux ont été organisés à l'intention des Centres Régionaux d'Appui à la Société Civile (CRASC).

Ces ateliers se sont tenus à San Pedro, Man, Korhogo, Bouaké et Bondoukou, et ont réuni au total 98 participant.es, dont 39 femmes et 59 hommes, issu.es d'organisations de la société civile locales.

Les échanges ont permis de renforcer les capacités des acteur.rices locaux.ales, de favoriser le partage d'expériences entre régions et d'améliorer la coordination des actions en matière de veille citoyenne, de protection de l'espace civique et de promotion des droits humains en période électorale.

À travers cette série d'ateliers, les organisations membres du consortium PROTECT (notamment la LIDHO, le MIDH et la CIDDH et la FIDH) réaffirment leur engagement en faveur d'une société civile inclusive**,** dynamique et résiliente sur l'ensemble du territoire ivoirien.

- ✓ **06 ateliers à destination des organisations de jeunesse et de femmes à Abidjan, Korhogo et Yamoussoukro**

Dans le cadre du projet PROTECT “Renforcer l’espace civique et protéger les défenseur.es des droits humains en période électorale en Côte d’Ivoire”, six ateliers ont été organisés à l’intention des organisations de jeunesse et de femmes.

Ces ateliers se sont tenus à Abidjan, Korhogo et Yamoussoukro, et ont mobilisé 122 participant.es, dont 73 femmes et 49 hommes, issu.es d’organisations engagées dans la promotion des droits des femmes, de la participation des jeunes et de la citoyenneté active.

Les échanges ont permis de renforcer les capacités des participant.es, de promouvoir une meilleure implication des femmes et des jeunes dans la vie publique et de favoriser leur engagement en faveur de la préservation de l’espace civique et de la prévention des tensions en période électorale.

À travers ces ateliers, les organisations membres du consortium PROTECT, notamment la LIDHO, le MIDH et le CIDDH, avec l’appui de la FIDH, réaffirment leur engagement à soutenir une participation inclusive et citoyenne des femmes et des jeunes en Côte d’Ivoire.

- ✓ **02 ateliers à l’intention des étudiant.es à Bouaké et Abidjan**

Dans le cadre du projet PROTECT “Renforcer l’espace civique et protéger les défenseur.es des droits humains en période électorale en Côte d’Ivoire”, deux ateliers ont été organisés à l’intention des étudiant.es.

Ces ateliers se sont tenus à Bouaké et Abidjan, et ont réuni 64 participant.es, dont 33 femmes et 31 hommes, issus de différents établissements d’enseignement supérieur publics et privés de Côte d’Ivoire.

Les échanges ont permis de sensibiliser les étudiant.es aux enjeux de la participation citoyenne, de la protection de l'espace civique et du respect des droits humains en période électorale. Les participant.es ont également été encouragé.es à jouer un rôle actif dans la promotion de la paix, du dialogue et de la non-violence.

À travers ces activités, les organisations membres du consortium PROTECT, notamment la LIDHO, le MIDH et le CIDDH, avec l'appui de la FIDH, réaffirment leur engagement à impliquer la jeunesse universitaire dans la consolidation de la démocratie et de l'État de droit en Côte d'Ivoire.